

En conséquence, les fonds disponibles pour l'aide de concession connaissent une diminution regrettable. L'ensemble de l'aide publique au développement (A.P.D.) des pays de l'O.C.D.E. a effectivement diminué de 4 % en termes réels, en 1981, et l'A.P.D. moyenne est passée de 0,38 à 0,35 % du P.N.B. De même, les montants consentis par les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à excédents de capitaux ont connu une chute ces deux dernières années. Ce qui entraîne des problèmes de financement des programmes internationaux en cours et des difficultés réelles lorsqu'il s'agit de trouver de l'argent pour de nouvelles initiatives.

Cependant, le Canada s'engage toujours à atteindre l'objectif de 0,5 % du P.N.B. d'ici à 1985 et à s'efforcer dans toute la mesure du possible à parvenir au niveau de 0,7 % d'ici à 1990. Mais nous aurons, nous aussi, de la difficulté à trouver d'importants nouveaux crédits pour appuyer des initiatives internationales qui, à notre avis, pourraient s'avérer importantes et souhaitables.

**La coopération économique est cruciale**

Si l'on fait abstraction des difficultés qu'il y aura à trouver de nouveaux apports substantiels d'aide, la coopération économique internationale n'en continuera pas moins d'être cruciale. Si les perspectives du monde industrialisé sont mauvaises, pour les populations du monde en voie de développement elles constituent bel et bien une question de survie. Les difficultés économiques de l'heure réclament donc non pas moins d'action, mais davantage.

Nos efforts doivent viser essentiellement l'élimination de la faim et de la malnutrition. Mais quelle est la clé de ces efforts ? Selon les projections, les contraintes physiques et technologiques posées à l'alimentation d'une population mondiale croissante ne sont pas insurmontables. C'est plutôt une question de choix politique. Les pays en voie de développement eux-mêmes doivent faire des efforts spéciaux pour accroître leur production alimentaire et pour assurer une distribution et un stockage adéquats. À cet égard, je me réjouis des progrès actuellement réalisés au niveau des stratégies alimentaires, y compris l'appui que leur accorde la communauté internationale. Au Canada, nous consacrons actuellement plus de 40 % de notre aide publique au développement, soit plus de 5 milliards de dollars sur cinq ans, aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

L'exploration et la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en voie de développement importateurs de pétrole revêtent toujours une importance capitale. Le Canada en a fait un secteur prioritaire de son aide bilatérale au développement. De même, Petro-Canada International a maintenant commencé ses opérations avec un capital initial de 250 millions de dollars en vue de fournir une assistance à l'exploration pétrolière et gazière dans les pays en voie de développement. Des projets d'exploration commenceront cette année en Tanzanie, en Jamaïque et au Sénégal, et d'autres projets sont à l'étude dans un certain nombre de pays. Au niveau multilatéral, nous continuerons à rechercher d'autres méthodes de promouvoir l'objectif d'un accroissement des prêts au secteur énergétique, bien que le projet de création d'une